

Perspectives

N°23/257 – 5 octobre 2023

KENYA – Un pays aux besoins élevés de financement extérieur

Un an après son élection, le président kenyan, William Ruto, semble arriver à un tournant.

En effet, à son arrivée, l'économie kenyane était confrontée aux conséquences de la guerre en Ukraine, aux effets persistants de la pandémie de Covid ainsi qu'aux épisodes de sécheresse survenus dans la plupart des régions du Kenya. Compte tenu du ralentissement général des activités économiques provoqué par ces chocs, William Ruto et son gouvernement ont tenu à redéfinir les programmes prioritaires à mettre en œuvre.

Aujourd'hui, le pays fait face à un besoin de financement externe accru, un affaiblissement des réserves en devises inquiétant ainsi qu'à un budget qui interroge.

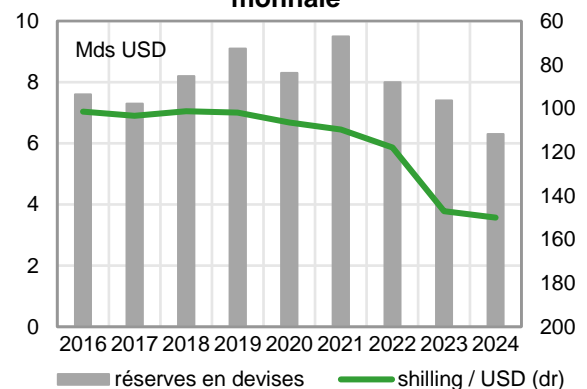
Tout d'abord, le service de la dette extérieure et le remboursement des euro-obligations à hauteur de 2 milliards de dollars d'ici juin 2024 sont sources de préoccupations. En effet, le cycle de resserrement mondial pourrait maintenir des conditions de marché défavorables jusqu'en 2024 et freiner les autorités kenyanes, qui avaient prévu de refinancer les euro-obligations sur les marchés extérieurs.

Par ailleurs, le pays est confronté à des factures d'importations énergétiques et alimentaires qui montent en flèche tandis que les revenus des exportations progressent à un rythme assez lent depuis le début de l'année 2023 (+7% pour le thé, +9% pour l'horticulture). Dans cette perspective, les réserves de change du Kenya ont connu une baisse considérable de 112 millions de dollars la semaine dernière, augmentant la pression sur la monnaie locale, le shilling, qui a atteint un niveau historiquement bas de 147 pour 1 dollar, a déclaré la Banque centrale du Kenya (CBK).

Enfin, il s'avère que le gouvernement poursuit son programme d'assainissement budgétaire au travers de l'amélioration du recouvrement d'impôts, la hausse de 16% de la TVA sur les produits pétroliers et la suppression des subventions de l'État pour contenir la hausse des prix des carburants. Pour autant, le ratio dette publique/PIB reste à un niveau élevé et atteint près de 63% cette année, reflétant la dépréciation de 19% du shilling par rapport au dollar américain depuis le début de l'année : la moitié de la dette publique kenyane étant libellée en devises étrangères et donc exposée au risque de change.

De plus, les mesures prises par le gouvernement pèsent lourdement sur le pouvoir d'achat des ménages. Au Kenya, les véhicules de service public ont, par exemple, augmenté les tarifs de 20% après que l'Autorité de réglementation du pétrole et de l'énergie du Kenya (EPRA) a annoncé une augmentation de 13% des prix de l'essence, du diesel et du kérosène. Cette flambée des prix ravive les inquiétudes quant à une nouvelle vague d'inflation alors que la CBK était parvenue à stabiliser les prix des biens et des services par des hausses de taux d'intérêt atteignant actuellement 10,5% : un niveau inégalé depuis 2016.

Kenya : Réserves en devises et monnaie



Sources : Central Bank of Kenya, Crédit agricole S.A./ECO

Pourtant, en dépit du resserrement continu des politiques budgétaires et monétaires, les craintes d'une hausse de l'inflation et les vents contraires extérieurs, le Kenya continue de faire preuve de résilience économique. Après un ralentissement de la croissance à 4,8% en 2022, la Banque africaine de développement (BAD) prévoit que la croissance rebondira à 5,6% en 2023, grâce au développement du secteur des services, à la hausse de l'investissement privé ainsi qu'à l'amélioration des conditions météorologiques qui soutiennent la reprise de l'agriculture.

☑ **Notre opinion** – Les réserves en devises du pays s'élèvent actuellement à 7 milliards de dollars, ce qui équivaut à 3,76 mois de couverture des importations : un niveau juste au-dessus du seuil d'alerte de 3 mois défini par le FMI, ce qui complique la gestion des besoins de financement extérieur.

Fer de lance de l'Afrique de l'Est, l'économie kényane reste également confrontée à un environnement délicat, non propice à son décollage économique, où les taux de chômage et de pauvreté restent importants et où l'opposition politique ne cache pas son mécontentement.

Article publié le 29 septembre 2023 dans notre hebdomadaire [Monde – L'actualité de la semaine](#)

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
04/10/2023	<u>Malaisie – Saisir les opportunités de la recombinaison des chaînes de valeur</u>	Malaisie
04/10/2023	<u>Fintech Outlook – 9 premiers mois de l'année 2023 : La longue marche !</u>	Fintech
29/09/2023	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
28/09/2023	<u>Chine : la grande relance n'aura pas lieu</u>	Asie
27/09/2023	<u>Parole de banques centrales – La BoE décide de faire une pause sur fond de forte baisse surprise de l'inflation</u>	Royaume-Uni
26/09/2023	<u>France – Une hausse de l'inflation en août largement dictée par les prix de l'énergie</u>	France
22/09/2023	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
21/09/2023	<u>Italie – Chronique de la vie politique : « un budget complexe »</u>	Europe
20/09/2023	<u>Europe centrale : une année morose, avant une reprise poussive</u>	Europe
18/09/2023	<u>Parole de banques centrales – BCE : le débat se déplace du niveau à la durée</u>	Zone euro
15/09/2023	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
13/09/2023	<u>Zone euro – Une rentrée tout en faiblesse</u>	Zone euro
12/09/2023	<u>Italie – Immobilier résidentiel : 2023, la fin d'un cycle</u>	Italie, Immobilier
08/09/2023	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
21/08/2023	<u>Microtransaction, l'incontestable champion des jeux vidéo</u>	Microtransactions, Jeux vidéo
31/07/2023	<u>Immobilier non résidentiel en France – Baisse des valeurs vénales des bureaux prime à Paris. Quelles conséquences pour les banques ?</u>	Immobilier, France
28/07/2023	<u>France – Conjoncture – Flash PIB : la croissance surprend à la hausse au T2 2023</u>	France

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille**Rédacteur en chef** : Armelle Sarda**Documentation** : Elisabeth Serreau – **Statistiques** : DataLab ECO**Secrétariat de rédaction** : Véronique ChampionContact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr**Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :****Internet** : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>**iPad** : application **Études ECO** disponible sur App store**Android** : application **Études ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.